

Pétition pour que les familles Manukyan, Khadzhief et Muso soient logées et que leurs enfants puissent poursuivre leur scolarité dans des conditions dignes et non stressantes

Monsieur le Préfet

Suite à son expulsion du Cada, la **famille Manukyan** n'est relogée que pour quelques jours et loin du Lycée Amyot d'Inville de Senlis où Haikaz souhaite continuer son Cap et du Lycée de la forêt à Chantilly où Greta souhaite poursuivre son Cap. Le 3^{ème} enfant, Emilie, né en France n'a pas 6 mois.

La **famille Khadzhief** refuse de quitter le Cada dont ils sont expulsés tant qu'on ne leur proposera pas d'autre logement que quelques nuits d'hôtel. Le 115 vendredi 5/09 a proposé d'héberger les enfants mais pas les parents ! La maman allaite Mansour, né à Creil, qui n'a pas encore un mois. Karina et Erika sont toutes deux scolarisées à l'école Victor Hugo de Creil.

Quant à la **famille Muso**, elle a été expulsée du Cada le 11 août et vit depuis dans une voiture ! Deux enfants : Renato vient du collège Gabriel Havez de Creil et entame une seconde générale au Lycée Marie Curie de Nogent sur Oise ; Aldo est en deuxième année de Cap au lycée de Saint Maximin.

Monsieur le Préfet, « est-ce ainsi que les hommes vivent ? ».

Monsieur le Préfet, pour ces familles avec des nourrissons et des enfants scolarisés dans des conditions précaires et stressantes, **après un été pourri par les expulsions du Cada, cette mise à la rue doit cesser.**

L'hébergement d'urgence est un droit sans conditions (ordonnance Conseil d'Etat du 10 février 2012) et particulièrement lorsque des enfants sont concernés. Nous vous demandons de faire preuve d'humanité comme les textes vous y autorisent.

Nous, soussignés, vous demandons de mobiliser vos services pour qu'une solution pérenne de logement leur soit trouvée, que les parents puissent s'occuper de leurs nourrissons et que les enfants puissent poursuivre leur scolarité à l'école ou au lycée sans peur au ventre.

Nous savons que ces situations dont nous avons connaissance se multiplient depuis quelques mois et vous demandons instamment par ailleurs de transmettre au gouvernement notre inquiétude face à ses projets de loi concernant l'asile et le séjour des étrangers.

Signataire (Organisation, nom, collectivité...)	Qualité (parent, organisation, militant de, citoyen-ne, ...)	Contact (téléphone, adresse courriel, adresse, ...)	Signature

Suite au verso

